



AOO N° 2025-07

Objet du marché

**MISSION DE DIAGNOSTIC DECENCE DES LOGEMENTS POUR
LE COMPTE DE LA CAF DU GARD**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Caisse d'Allocations Familiales du Gard
321 rue Maurice Schumann
30922 NIMES cedex 9

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – Objet	4
1.2 Lieux d'exécution :	5
1.3 - Forme et durée du marché	5
1.4 - Parties contractantes	5
1.5 - Contenu des prestations	6
1.6 - Allotissement	6
1.7 - Type de procédure	6
1.8 - Langues	6
1.9 - Variantes	6
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
2.1 - Pièces particulières	6
2.2 - Pièces générales	7
ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 4 – REMUNERATION - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	7
4.1 Rémunération	7
4.2 Prix	7
4.3 Clause de sauvegarde	8
4.4 Modalités de règlement	8
4.4.1 Facturation	8
4.4.2 Délai global de paiement	9
4.4.3 Mode de paiement	9
4.4.4 Règlement en cas de groupement ou de sous-traitance	9
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE - GARANTIE	9
5.1 Obligations du titulaire	9
5.2 Garantie	10
5.3 Personnel du Titulaire	10
ARTICLE 6 – PENALITES	11
6.1 – Pénalités pour retard	11
6.2 – Pénalités pour non-respect des obligations sociales	11
6.3 – Exonération et plafonnement des pénalités	11
ARTICLE 7 – RESILIATION	11
ARTICLE 8 – ASSURANCE	12
ARTICLE 9 – CLAUSES DIVERSES	12
9.1 - Changement dans la situation du titulaire en cours de contrat	12
9.2 Obligation de vigilance	12
9.3 Clause environnementale et sociale	14
9.4 Clause de confidentialité	14
9.5 Protection des données personnelles	15
9.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	16
9.7 Travail dissimulé	17
ARTICLE 10 – SUIVI DES ENGAGEMENTS ET EVALUATION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 11 – PRESTATIONS SIMILAIRES	19
ARTICLE 12 – LITIGES	19
12.1 Règlement amiable	19

12.2 Procédures de recours.....	19
ARTICLE 13– DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	19

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet

La consultation porte sur la réalisation des missions de diagnostic de décence des logements du secteur privé locatif au titre de la résidence principale des allocataires bénéficiaires d'une allocation logement et les missions afférentes.

La mission est composée de 3 étapes :

Etapes fermes :

-Etape 1 : visite / diagnostic.

Etapes conditionnelles :

-Etape 2 : conseil, médiation et accompagnement des bailleurs dans la réalisation de mises aux normes et suivi des travaux.

-Etape 3 : contre visite suite à réalisation des travaux pour attester la mise en conformité.

Contrairement à l'étape 1, l'exécution des étapes 2 et 3 n'est pas systématique. Leur réalisation dépend des conclusions formulées dans le rapport de diagnostic du titulaire et de la sollicitation du bailleur.

Si le logement est diagnostiqué non décent, cela implique automatiquement l'exécution des actions de conseils, médiation et d'accompagnement des bailleurs ainsi que de suivi des travaux par le prestataire.

A compter de l'envoi du bon de commande correspondant à une demande de diagnostic, la mission attendue, répartie selon les étapes listées ci-dessus, s'exercera sur une durée maximale de 21 mois :

- Etape 1 : Dans le mois de réception du bon de commande
- Etape 2 : 18 mois à compter de l'envoi de la notification de la conservation de l'aide au logement par la CAF du Gard
- Etape 3 : dans les deux mois qui suivent l'information de la réalisation des travaux par le bailleur laquelle se clôture par la remise du rapport de contre visite

Etant précisé que :

- **Le délai indiqué ci-dessus (21 mois) est un délai maximal, et que le candidat peut proposer un délai moindre dont il sera tenu compte dans le cadre du jugement des offres lors de l'analyse du sous-critère « durée » (article 25.2 du RC) ;**
- **En fonction de l'avancée de travaux, en vertu de la réglementation en vigueur, un report de 2 fois six mois est possible à l'issue des 18 mois.**

L'enveloppe financière affectée à la prestation est de 360 000 € HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

1.2 Lieux d'exécution :

Le département du Gard (30).

1.3 - Forme et durée du marché

Forme de marché	Le présent marché est un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande conformément aux articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sans minimum et avec un maximum de 360 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises. L'accord-cadre sera établi avec un seul opérateur économique.
Durée initiale du contrat et reconductions	Le marché est conclu pour une durée de 1 an. Il est renouvelable 3 fois par période de 1 an par reconduction tacite, la durée totale du marché ne pouvant excéder 4 ans. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. Dans le cas de non-renouvellement, le titulaire en sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée 3 mois avant le terme de l'accord-cadre.
Date de commencement d'exécution :	A compter de la date de notification.

1.4 - Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

-D'une part : « **La Caisse d'Allocations Familiales du Gard** », représentée par son Directeur, et désigné dans le présent CCAP par l'expression « l'Organisme » ou « le Pouvoir Adjudicateur » ;

- D'autre part : **l'entreprise**, désigné dans le présent CCAP par l'expression « Titulaire ».

La personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard.

Le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard.

1.5 - Contenu des prestations

Les prestations sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.6 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.7 - Type de procédure

Le présent marché est passé en procédure formalisée. Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des articles R 2124-1 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

1.8 - Langues

Le français est la seule langue autorisée dans le cadre du présent marché. Aucune correspondance, aucun élément de la candidature ou de l'offre ne pourra être présenté dans une langue différente. Dans le cas contraire, ils devront être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

1.9 - Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 - Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- 1) L'Acte d'engagement (AE),
- 2) Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- 3) Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- 4) L'annexe 1 au CCTP – Grille d'évaluation de décence de logement
- 5) L'annexe 2 au CCTP – Cadre de mémoire technique
- 6) L'annexe 3 au CCTP – Fiche CPLD Sociale
- 7) Le présent règlement de consultation

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessus.

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini :

- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale ;

Les pièces générales mentionnées ci-dessus, bien que non fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est fait application du Chapitre 3 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 – REMUNERATION - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

4.1 Rémunération

Le marché est conclu aux prix inscrits à l'Acte d'Engagement.

4.2 Prix

Les prix du marché sont fermes la première année et pourront être révisés à la date anniversaire du contrat à l'initiative du prestataire. Pour cela, **le prestataire** devra faire parvenir ses nouveaux tarifs au moins trois (3) mois avant l'échéance.

L'indice Ao de départ est celui du mois précédent celui de la remise des offres.

Ce dernier adresse l'actualisation des prix à la C.A.F., par mail à rfap@caf30.caf.fr, selon la formule suivante, en détaillant les calculs :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times A/A_o)$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé,

P_o : est le prix initial

Ao : est la valeur de l'index de référence « 001565196 » au mois zéro correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres.

A : est la valeur de ce même index de référence pour la période de révision de l'année N+1 connu à la date d'anniversaire du contrat.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Sont également compris de façon non exhaustive :

- toutes les prestations définies au présent marché sans restriction ;
- les frais de déplacement, de logistique et de personnel ;
- la fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations ;
- les frais d'assurance ;
- les frais d'entretien ;
- toutes autres dépenses inhérentes à la bonne réalisation des prestations.

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

4.3 Clause de sauvegarde

La Caisse d'allocations familiales du Gard se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités ni préavis, le contrat dès lors que l'augmentation du tarif est supérieure à 5% par rapport au dernier tarif en vigueur.

4.4 Modalités de règlement

4.4.1 Facturation

L'organisme se libèrera des sommes dues en faisant créditer directement du montant de la facture établie, le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Les factures indiqueront obligatoirement, outre les mentions légales :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- La référence du marché
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement
- Les références du bon de commande
- La prestation réalisée
- Le montant hors TVA de la prestation réalisée
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations réalisées

Les factures sont établies pour chaque acompte et le décompte général est adressé uniquement **via la plateforme ChorusPro**.

4.4.2 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par l'organisme, et après admission des prestations, en application de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit, en application de l'article D.2192-35 du décret du 3 décembre 2018.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4.4.3 Mode de paiement

Les paiements auront lieu par virement conformément aux stipulations figurant à l'acte d'engagement.

L'unité monétaire retenue est l'Euro.

4.4.4 Règlement en cas de groupement ou de sous-traitance

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Quel que soit la forme du groupement, le mandataire est le seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par la Caf du Gard, sont payées dans les conditions financières prévues dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE - GARANTIE

5.1 Obligations du titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires afin de réaliser les prestations demandées tant sur le plan technique que fonctionnel.

Le Titulaire s'engage également à mettre à disposition des interlocuteurs privilégiés afin de faciliter les échanges entre les parties prenantes.

Le Titulaire est par ailleurs soumis à une obligation de discrétion. Il se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur concerné. Toutefois le Titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Le Titulaire se porte garant de la discrétion de son personnel et doit informer ce dernier de son obligation de confidentialité et du respect du secret concernant tout renseignement parvenu à sa connaissance à l'occasion du travail sur site.

5.2 Garantie

Le Titulaire doit garantir la réalisation des prestations souhaitées. Il s'engage donc à intervenir pour corriger tout dysfonctionnement ou erreur sans limite de complexité ou de temps.

Cet engagement porte sur des dysfonctionnements avérés et des corrections de détail. En contrepartie, la Caisse d'allocations familiales du Gard mettra à disposition du Titulaire toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation du présent marché.

5.3 Personnel du Titulaire

En cas de modification dans les intervenants de l'équipe en charge de la réalisation des prestations, il est précisé que le(s) intervenant(s) doivent obligatoirement disposer des compétences requises pour l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à maintenir la même équipe pendant toute la durée du marché.

En cas d'indisponibilité définitive de l'un des intervenants indépendamment de la volonté du Titulaire, celui-ci doit :

- en aviser, **sans délai**, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations,
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le Titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié.

ARTICLE 6 – PENALITES

6.1 – Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Organisme peut appliquer des pénalités. Ces pénalités, par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, peuvent être appliquées au titre de l'exécution du contrat.

PÉNALTÉS APPLICABLES	UNITÉ	MONTANT H.T.
DEFAULT DE SERVICE		
Non-respect du délai contractuel de réalisation des éléments de mission	Par jour calendaire de retard dans la limite de 10 jours	1/20 du montant de la mission
FOURNITURE DE DOCUMENTS		
Non remise du rapport (DTI, DCAT)	Par manquement constaté	50,00 €

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire subit les pénalités sans mise en demeure préalable.

6.2 – Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Le titulaire du marché encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L8224-2 et L 8224-5 du Code du Travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF du Gard peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

6.3 – Exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

L'ensemble des pénalités ne dépassera pas 10% du montant du marché (hors réfaction) éventuellement augmenté des avenants.

ARTICLE 7 – RESILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues dans les articles du 38 à 45 du CCAG- FCS.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable des conséquences des faits et actes, commis, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et puis lors de toute demande de l'organisme, par la présentation des polices ou quittances correspondantes. Le titulaire devra justifier de la souscription de ses assurances auprès de la Caisse d'Allocations Familiales dans un délai de 8 jours après la notification.

ARTICLE 9 – CLAUSES DIVERSES

9.1 - Changement dans la situation du titulaire en cours de contrat

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- à la cession de tout ou partie de l'activité.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

9.2 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de non-délivrance de ces documents aux échéances précisées ci-dessus, le titulaire sera mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de les délivrer, ou de présenter des observations, dans un délai raisonnable et approprié.

En cas de mise en demeure infructueuse, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

9.3 Clause environnementale et sociale

Dans le cadre de l'exécution des prestations définies au présent contrat, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact environnemental lié à ses interventions.

Le titulaire respecte l'ensemble des exigences décrites dans le CCTP et s'engage notamment à :

- Réduire l'impact environnemental de l'exécution du marché ;
- Garantir des pratiques respectueuses et non discriminatoires ;
- Respecter la réglementation travail, sécurité et protection des données ;
- Appliquer les exigences de sobriété numérique.

La CAF du Gard peut procéder à tout moment à :

- Des audits documentaires,
- Des vérifications des livrables,
- Des contrôles de comportement sur site, sans perturbation excessive de l'activité du titulaire.

9.4 Clause de confidentialité

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Le titulaire ainsi que son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, sont soumis au secret professionnel dans les conditions définies par l'article 226-13 du Code pénal et par les règles déontologiques en vigueur dans la profession d'avocat.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même.

Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF du Gard à la société restent la propriété de la CAF du Gard.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la

sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF du Gard.

La CAF du Gard se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF du Gard pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.5 Protection des données personnelles

Le titulaire et la CAF du Gard qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;

- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

9.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.

Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

9.7 Travail dissimulé

Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du travail :

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

- 1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, le titulaire confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation.

En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F, cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.

ARTICLE 10 – SUIVI DES ENGAGEMENTS ET EVALUATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à une obligation de résultat. Le prestataire s'engage à respecter :

- ✓ Les termes de la convention
- ✓ La précision du diagnostic-constat
- ✓ La qualité et la lisibilité du diagnostic-constat
- ✓ Les délais d'exécution des visites et contre-visites.

Les termes du présent marché font l'objet d'un suivi réalisé en concertation avec la Caf. Le prestataire transmet, semestriellement, à la Caf, **un rapport d'activité** présentant a minima les éléments suivants :

- ✓ le nombre de constats réalisés
 - dont le nombre constatant une non décence avérée ;
- ✓ le nombre de diagnostic-constats réalisés en présence du locataire/du bailleur ;
- ✓ les types de désordres constatés ;
- ✓ le nombre de diagnostic-contrats de contrôle de mise aux normes réalisés
 - dont le nombre constatant une mise aux normes des critères de décence ;
 - dont le nombre constatant une non remise aux normes des critères de décence.

Une réunion de bilan trimestrielle sera organisée par la Caf afin d'échanger sur les réalisations et les perspectives. Elle sera l'occasion de faire le point :

- Sur les dossiers en cours,
- Sur les situations particulières,
- Sur la réglementation,
- Sur la méthodologie et les circuits de travail,
- Sur la facturation et le budget

ARTICLE 11 – PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

ARTICLE 12 – LITIGES

12.1 Règlement amiable

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions du CCAG fournitures Courantes et services.

12.2 Procédures de recours

Les recours relatifs à la passation des marchés peuvent s'exercer dans les cas et les conditions prévues par l'ordonnance du 7 mai 2009 et par le Décret n°2009-1456 du 27 novembre 2009 relatifs aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Les modalités d'instruction des référés sont définies par les articles 1441-1, 1441-2, 1441-3 du Code de procédure civile, et par les articles L.211-14, R.213-5-1 et D.211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire.

Pour tout litige lié à la passation des contrats, le tribunal compétent est :

Tribunal Judiciaire de Nîmes

Boulevard des Arènes

30000 NIMES

Téléphone : 04 66 76 47 00

Télécopie : 04 66 36 16 49

ARTICLE 13– DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG – FCS auxquels il est dérogé
2.1	4.1
6.1	14.1.1
6.3	14.1.3